

Avis de SFR en réponse à la consultation publique du 21 octobre 2013
relative au projet de décision de l'ARCEP modifiant la liste des communes
des zones très denses établie par la décision n°2009-1106 du 22/12/2009

L'ARCEP met en consultation publique un projet de décision modifiant la liste des communes des zones très denses (ou ZTD).

L'Autorité propose de renforcer la mutualisation sur 42 communes initialement désignées comme faisant partie des zones très denses, comprenant 525 000 logements. Cette modification permettrait aux territoires concernés de bénéficier d'une mutualisation accrue des réseaux FttH, afin de renforcer leur attractivité pour les déploiements et d'accroître les perspectives de concurrence en termes de services proposés aux particuliers et aux entreprises. L'Autorité propose également d'ajouter une commune à la liste des zones très denses afin de tenir compte des déploiements déjà effectués dans ladite commune, au nom du principe de réalité.

Le projet de décision mis en consultation publique par l'Autorité prévoit donc de retirer de la liste des ZTD les communes qui sont les moins denses et dans lesquelles les déploiements n'ont quasiment pas commencé.

La liste des communes des zones très denses passerait ainsi de 148 communes (soit environ 6,0 millions de logements) à 107 communes (soit environ 5,5 millions de logements).

La proposition de l'Autorité vise à tenir compte des déploiements réalisés par les opérateurs depuis 2009 afin de simplifier le cadre réglementaire et d'accélérer les déploiements FttH.

Comme elle l'a déjà indiqué à l'ARCEP en septembre 2013, en réponse à la consultation publique portant sur le bilan et les perspectives de la régulation actuelle, SFR est favorable au reclassement ; selon le régime applicable sur l'ensemble du territoire à l'exception des zones très denses, en vertu de la décision de l'ARCEP n° 2010-1312 ; des communes actuellement incluses dans la liste constitutive de la ZTD et qui sont intégralement composées de poches de basse densité.

De la même manière, tenant compte de l'accord passé entre Orange et FREE, annoncé le 25 juillet 2013 consécutivement à un contentieux devant l'Autorité de la Concurrence, et en vertu duquel Orange prévoit de proposer aux opérateurs tiers une architecture technique unique leur permettant de se raccorder à des points de mutualisation (ou PM) desservant au moins 300 logements, SFR considère pertinent de reclasser également hors des ZTD les 13 communes objet de cet accord, bien que celles-ci ne soient pas composées exclusivement de poches de basse densité.

Concernant l'enjeu d'un ajustement des frontières de la ZTD :

SFR considère que le périmètre de la ZTD, tel que défini par l'ARCEP il y a quatre ans, doit à présent être modifié, afin de faciliter le développement de la concurrence sur le marché de détail, dans ces zones où le mécanisme de concurrence par les infrastructures ne peut fonctionner de façon satisfaisante.

Cet ajustement apportera en effet aux opérateurs alternatifs :

- la possibilité de cofinancer progressivement par tranche(s) les réseaux mutualisés au sein des communes reclassées hors des ZTD, comme le prévoit la décision n°2010-1312 de l'ARCEP ;
- une simplification des règles applicables aux architectures de réseau.

Concernant l'impact :

SFR retient que pour les communes constituées de poches de basse densité, qui seront retirées de la liste des ZTD, le point d'accès mutualisé (PM) au réseau FttH déployé par l'opérateur d'immeuble verra sa taille minimale passer de 300 à 1000 lignes. A défaut, si l'opérateur d'immeuble choisit de manière dérogatoire d'installer un PM d'une taille comprise entre 300 et 1000 lignes, les opérateurs tiers disposeront d'une offre de raccordement distant.

Concernant le périmètre :

SFR est favorable à l'identification faite par l'Autorité des 33 communes pouvant être retirées du périmètre des zones très denses : il s'agit des communes intégralement constituées de poches de basse densité, à l'exception de 4 communes (Marnes la Coquette, Ville-d'Avray, Vaucresson et Saint-Ouen).

En revanche SFR précise, en vertu du principe de réalité, qu'il n'est pas exact de mentionner que «seul l'opérateur Orange » a initié des déploiements au sein des 9 communes indiquées en page 14 de la consultation. Il convient en effet de souligner que la Délégation de Service Public OPALYS a réalisé un déploiement FttH sur le territoire de 5 de ces communes :

Nom	Code INSEE	Volume HP
LE BLANC-MESNIL	93 007	1 679
LIVRY-GARGAN	93 046	500
THIAIS	94 073	543
VILLEMOMBLE	93 077	1 293
VILLENEUVE-LE-ROI	94 077	343
		4 358

D'autre part, SFR n'est pas favorable à l'ajout de la commune de Poitiers à la liste des communes de ZTD, celle-ci ne comptant que 120 000 habitants et ne correspondant donc pas aux critères démographiques requis.

En conclusion :

Hormis l'intégration de la ville de Poitiers, SFR est favorable au projet de décision de l'Autorité modifiant la liste des communes de ZTD, en remplacement de l'annexe I de la décision n° 2009-1106.

Cependant, outre une homologation ministérielle de la nouvelle décision, un tel ajustement des frontières initialement délimitées par l'ARCEP en décembre 2009 nécessitera, en complément, un nouveau processus d'appel à manifestation d'intention d'investissement portant sur les 42 communes reclassées hors des ZTD, et ce dans le cadre du programme gouvernemental Très Haut Débit.